

# LE FAUX PROBLÈME DE L'IMMIGRATION

## DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

« Il y a trop d'étrangers ; il n'y a pas de travail pour tout le monde ; la France n'est pas assez riche pour accueillir tout le monde ; notre civilisation est en danger ; l'insécurité augmente », etc.

On ne compte plus les phrases et idées de ce genre prononcées à longueur de campagnes électorales par des candidat·es cherchant à rafler quelques voix supplémentaires pour être élu·es. Il est temps d'en finir avec ces stupidités dangereuses.

Aujourd'hui comme hier, nous affirmons que les frontières, les nations, les « problèmes » d'immigration ne sont que des constructions des États et de la classe dirigeante pour diviser la classe internationale des travailleurs·euses. C'est-à-dire nous, qui n'avons que notre force de travail pour subsister, que nous soyons salarié·es, chômeurs·euses, étudiant·es ou précaires.

En effet, ce que cherchent les détenteurs du pouvoir économique et politique, c'est d'éviter à tout prix que « leurs sujets » se rendent compte qu'ils n'ont pas besoin d'être guidés et dirigés. Car le raisonnement est simple : il n'existe pas de patron sans ouvriers, et il n'existe pas d'État sans électeurs...

Et lorsque l'on voit dans quelle situation ces dirigeants nous ont conduits depuis un siècle (deux guerres mondiales, des dictatures en pagaille, des crises à répétition, une catastrophe écologique sans précédent, etc.), il n'est pas difficile d'imaginer que sans eux, on pourrait faire mieux. Et c'est bien cette idée, ô combien dangereuse pour leur pouvoir, qui les amène à nous inventer de faux ennemis et de faux problèmes.

### Les États et le capitalisme nous divisent

Le premier de ces faux problèmes, la figure systématique utilisée pour faire peur et nous diviser, c'est bien entendu « l'étranger »... Variable d'ajustement du patronat et des États, véritable instrument de manipulation des foules, il est tout à la fois exploité comme main-d'œuvre sans droits et bon marché, puis pourchassé et réprimé comme responsable de tous les maux. Au gré des intérêts économiques et politiques, sans humanité aucune.

Car là où existent des frontières, des États et des classes

sociales, il n'y aura jamais d'humanité, il n'y aura que des conflits et des guerres pour le pouvoir, des rivalités et des haines volontairement créées et entretenues.

Le syndicalisme doit porter le projet d'une humanité émancipée toujours possible. Le combat autogestionnaire, solidaire et internationaliste veut mettre en pratique – ce qui fait le plus peur au patronat et aux États – « la liberté comme base, l'égalité comme moyen, la fraternité comme but. ».

Il n'est pas anodin que l'État français parle aujourd'hui de « délit de solidarité » comme il en parlait déjà en 1938 (décret-loi du 2 mai de cette année-là). Tout est dit dans cette expression. Et tout est dit dans notre revendication de cette solidarité, ce principe d'entraide sans condition comme fondement de notre pratique syndicale quotidienne et de la société que nous souhaitons construire. Si la solidarité est un délit, alors nous sommes des « délinquant·es » et nous en sommes fiers.

### Le syndicalisme nous unit et nous rend libres !

Nous défendons toujours la liberté de circulation et d'installation des êtres humains. Nous serons toujours du côté de celles et ceux qui risquent leurs vies et perdent leurs familles et leurs attaches pour essayer d'échapper à la mort et à la misère (que la France et ses multinationales ont d'ailleurs souvent contribué à créer...). Qu'on les appelle « migrant·es », « immigré·es », « étrangers·ères », « réfugié·es », peu importe, ils et elles sont nos camarades.

Comme tous les travailleurs·euses qui doivent faire face aux mêmes patrons et aux mêmes États, aux mêmes guerres et aux mêmes menaces, à la même précarité et à la même insécurité sociale, ils et elles sont de notre classe, ils et elles sont nos égaux, et auront toujours leur place en tant que tels dans notre organisation, et de ce fait dans notre projet de société sans États, sans frontières et sans classes. Nous leur disons définitivement bienvenue, bienvenue chez nous, dans nos quartiers, nos vies, notre syndicat ... et ensemble pour une révolution internationale !

*Tout est à vous, tout est à nous !*

*Rien pour nous, tout pour tous !*

## NON À LA « LOI IMMIGRATION » NON AUX EXPULSIONS À MAYOTTE ! LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION !

L'Union Locale des Syndicats Autogestionnaires de Marseille appelle à la

### MANIFESTATION

et à rejoindre le cortège unitaire

samedi 29 avril • 14h • Porte d'Aix



Syndicats Autogestionnaires de Marseille • **UL-SAM-CNT 13** C/o Mille bâbords • 61 rue Consolat 13001 Marseille • 07 68 48 57 08 • **Permanences** le 1<sup>er</sup> mardi du mois de 12h à 14h et le 3<sup>e</sup> mardi du mois de 19h à 21h • [ulcnt13@cnt-f.org](mailto:ulcnt13@cnt-f.org)